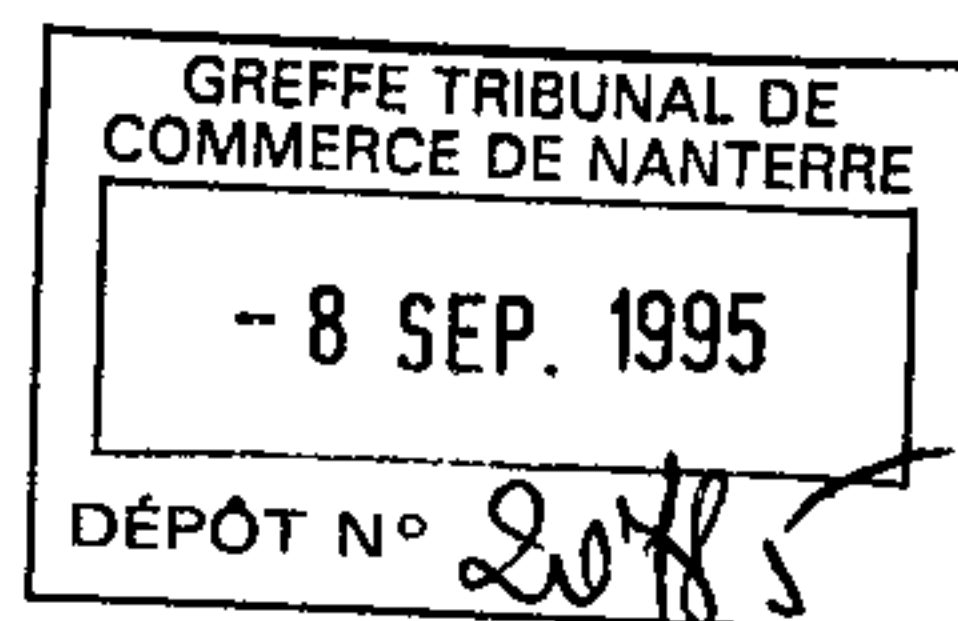


Amf

2



SOPLARIL

Société anonyme
Au capital de 44.020.000 Francs
Siège social : 4/8 cours Michelet
92800 PUTEAUX

R.C.S. NANTERRE B 542 015 904 - 80 B 00218

**PROCES-VERBAL DE LA DELIBERATION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 31 JUILLET 1995**

L'an mil neuf cent quatre vingt quinze
Le trente et un juillet
A 10 heures

Les actionnaires de la société anonyme SOPLARIL se sont réunis au siège social, sur convocation du Conseil d'Administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été   marg  e en entrant en séance par tous les actionnaires présents.

La séance est présidée par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Jean-Pierre PIGNET.

La Société ELF ATOCHEM S.A. représentée par Monsieur Jacques JAISSON et Monsieur Jacques DUMAS qui sont tant personnellement que comme mandataires, les deux plus forts actionnaires présents à l'assemblée et acceptant ces fonctions, sont nommés scrutateurs.

Et Madame MARIE est choisie comme secrétaire par le Président et les scrutateurs.

Le Président constate que la feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, fait ressortir que les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent plus du tiers des actions composant le capital social.

En conséquence, l'assemblée réunissant le quorum requis, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Les copies et les récépissés postaux des lettres de convocation adressées aux actionnaires et au Commissaire aux comptes ;
- La feuille de présence de l'assemblée, les pouvoirs des actionnaires représentés et les bulletins de vote des actionnaires ayant voté par correspondance ;
- Le rapport du Conseil d'Administration ;
- Le rapport du Commissaire aux Apports et à la Scission ;
- Le texte des résolutions qui seront soumises au vote de l'assemblée ;
- Un exemplaire des statuts de la société.

Le Président rappelle ensuite que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration
- Lecture du rapport du Commissaire aux Apports et à la Scission
- Approbation du traité d'apport par la Société SODAP
- Modification de l'article 6 des statuts
- Délégation de pouvoirs pour effectuer les formalités

Puis Monsieur le Président déclare que la société a tenu à disposition, ou adressé aux actionnaires dans les formes et les délais légaux, tous les documents ou renseignements devant leur être communiqués d'après la législation des sociétés commerciales.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Conseil d'Administration annexé au présent procès-verbal.

Cette lecture terminée, Monsieur le Président ouvre la discussion.

Diverses observations sont échangées, et le Président satisfait aux demandes d'explications et de précisions formulées par les actionnaires.

La discussion close, et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir :

- entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration,
- pris connaissance d'un projet de traité d'apport sous seing privé en date du 30 juin 1995 contenant apport par la Société SODAP de sa branche d'activité de Dax,
- entendu la lecture du rapport du Commissaire aux Apports et à la Scission,
- et constaté que ledit projet a été approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société SODAP,

déclare approuver ce projet et accepter les apports effectués par la Société SODAP, sous réserve de l'approbation de l'évaluation de ces apports dans la résolution qui va suivre.

FACE
Article 6 du C.I.E.
Arrêté du 10 Mars 1951

En conséquence, et sous la même réserve, elle décide d'augmenter le capital social de 5.000.000 de Francs pour le porter de 44.020.000 Francs à 49.020.000 Francs par l'émission de 50.000 actions de 100 Francs, assorties d'une prime d'apport globale de 35.000.000 de Francs, entièrement libérées et attribuées à la société apporteuse en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation de l'apport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux Apports, déclare approuver les apports effectués par la Société SODAP et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, en conséquence du vote des résolutions qui précèdent, décide de modifier comme suit l'article 6 des statuts :

"ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à la somme de 49.020.000 Francs.

"Il est divisé en 490.200 actions de 100 Francs chacune jouissant de droits identiques".

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs :

- . au Président du Conseil d'Administration à l'effet de signer seul la déclaration de conformité ainsi que tous documents nécessaires à l'accomplissement des formalités requises par la Loi,
- . au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité ou autres.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président lève la séance à 11 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé après lecture par les membres du bureau.

Le Président



J.P. PIGNET

Les Scrutateurs



ELF ATOCHEM S.A.
J. JAISON



J. DUMAS

Le Secrétaire



E. MARIE

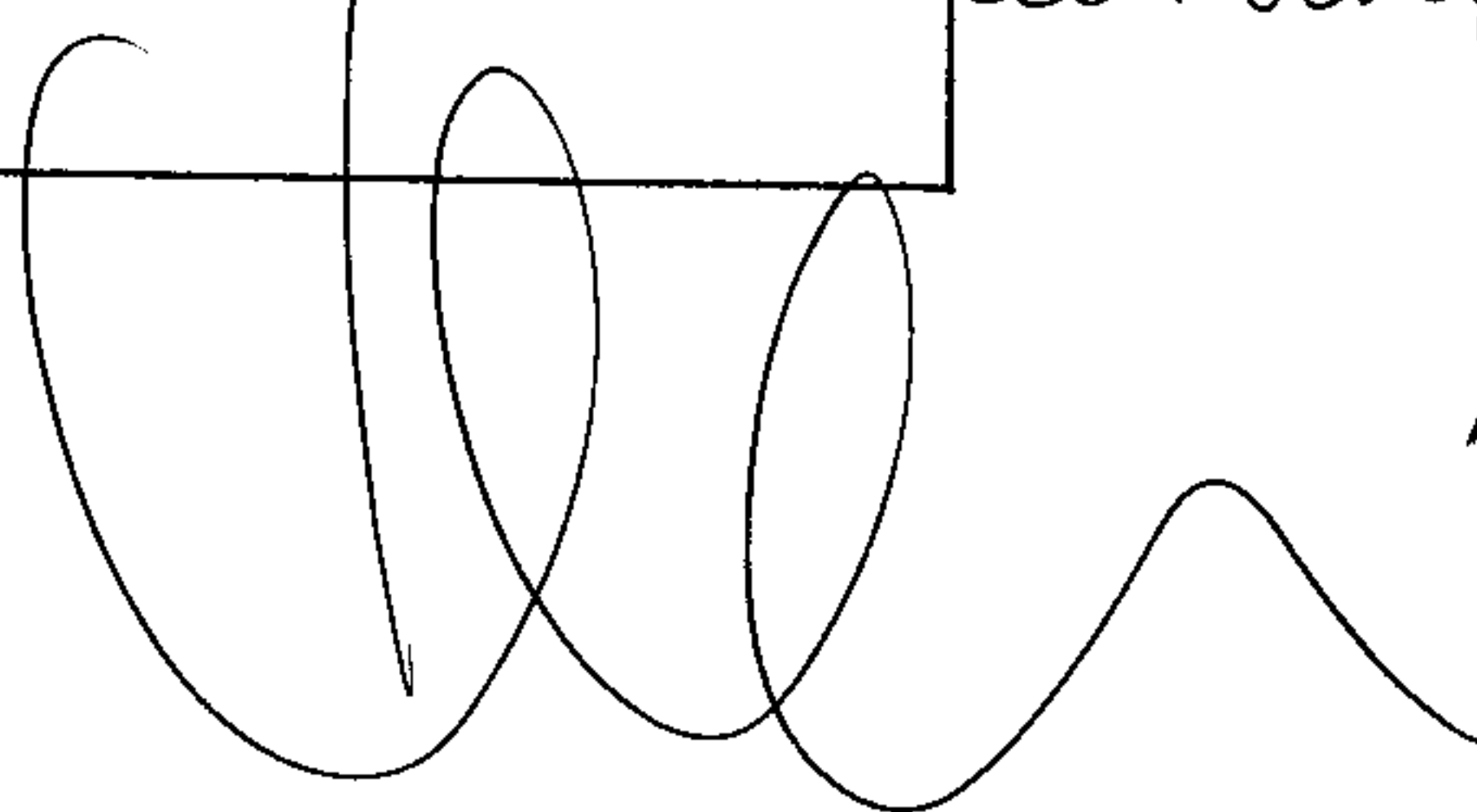
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE SURESNES le 02 AOUT 1995

Vol ... 1.0.6 F° 4.8 ... BORD. 1.2.7/0.9

REÇU [- D^e DE TIMBRE
- D^e D'ENREG

SIGNATURE :

Cinq cent dix francs
Mille deux cent vingt francs



DUPLICATA

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire, conformément à la Loi et aux statuts, pour soumettre à votre approbation le projet d'apport à votre Société par SODAP de sa branche d'activité film plastique exploitée sur le site de DAX.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du regroupement des activités film plastique de spécialité pour l'emballage souple d'ELF ATOCHEM.

SOPLARIL et l'Etablissement de Dax de la SODAP ont l'une et l'autre développé leurs activités dans ces films.

Depuis fin 1992, SOPLARIL a fortement développé ses fabrications de films complexes en France, en Italie et au Portugal, et ses ventes en Europe et à la grande exportation.

L'Etablissement de Dax a, parallèlement, porté son effort stratégique sur les films PE pour complexes qui représentent aujourd'hui 2/3 de ses fabrications.

SOPLARIL et l'Etablissement de Dax ont renforcé depuis deux ans leur coopération. Aussi, il est apparu opportun de proposer de rassembler au sein de SOPLARIL l'ensemble de leurs activités.

Cette opération permettra de développer de nouvelles synergies, tant au plan industriel par une complémentarité en amont, qu'à celui de la recherche, du développement et de l'image.

A l'issue de cette opération, le nouvel ensemble constituerait une entreprise de 775 MF de chiffre d'affaires qui emploierait 543 personnes et comporterait trois établissements (Arras, Moreuil et Dax) ; le bureau de Paris de SOPLARIL avec l'activité commerciale France et Export serait rattaché administrativement au site d'Arras.

Un projet de traité définissant les biens actifs et passifs apportés et réglant les bases et les modalités de cet apport sera établi et signé le 29 juin 1995, avec effet rétroactif au 1er janvier 1995.

Les conditions financières de cet apport ont été déterminées à partir des comptes des deux sociétés arrêtés au 31 décembre 1994.

Sur ces bases, la valeur global de l'apport, nette de tout passif, s'élèverait à 40.000.000 de Francs. Il serait rémunéré par l'attribution à la SODAP de 50.000 actions de 100 Francs de nominal chacune, entièrement libérées, de votre société à créer par celle-ci au titre d'une augmentation de 5.000.000 de Francs de son capital, avec une prime d'apport globale de 35.000.000 de Francs.

Les actions nouvelles seraient assimilées aux actions anciennes à compter de la date de l'apport.

Les résolutions que nous vous soumettons correspondent à nos propositions et nous espérons qu'elles recevront votre approbation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOPLARIL

Société anonyme au capital de 49.020.000 Francs
Siège social : 4/8 cours Michelet - 92800 PUTEAUX

R.C.S. NANTERRE B 542 015 287

DECLARATION DE CONFORMITE

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Jean-Pierre PIGNET

Agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration, ayant reçu mandat par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 31 juillet 1995,

Préalablement à la déclaration de régularité et de conformité objet des présentes, expose ce qui suit :

EXPOSE

I - Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Puteaux du 30 juin 1995, la Société SODAP, société anonyme au capital de 10.168.400 Francs, dont le siège social est à PUTEAUX (Hauts de Seine) 4/8 cours Michelet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro B 318 290 731, a fait apport à la Société SOPLARIL, de l'ensemble des biens et droits corporels et incorporels constituant sa branche d'activité de production et de vente de films plastiques pour l'emballage et le conditionnement destinés notamment au secteur agro-alimentaire, sis à DAX (40).

II - Par ordonnance en date du 6 juin 1995, le Président du Tribunal de Commerce de NANTERRE a nommé Monsieur LE BRIS en qualité de Commissaire aux Apports et à la Scission à l'effet d'apprécier la valeur de l'apport et de présenter aux Actionnaires un rapport correspondant.

III - Deux originaux du projet de traité d'apport ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce et NANTERRE le 30 juin 1995 pour les Sociétés SODAP et SOPLARIL.

IV - Le projet de traité d'apport a fait l'objet d'un avis inséré dans le journal d'annonces légales LES PETITES AFFICHES du 30 juin 1995 pour les Sociétés SODAP et SOPLARIL.

V - Suivant délibération en date du 31 juillet 1995, l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société SODAP a approuvé le projet d'apport au profit de la Société SOPLARIL.

VI - Suivant délibération en date du 31 juillet 1995, l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société SOPLARIL a :

- approuvé le projet d'apport par la Société SODAP,
- approuvé l'évaluation de cet apport,

- augmenter le capital social de 5.000.000 de Francs avec une prime d'apport globale de 35.000.000 de Francs par création de 50.000 actions de 100 Francs de nominal chacune, attribuées à la société apporteuse en rémunération de son apport,
- et modifié en conséquence l'article 6 des statuts.

VII - L'insertion prévue par l'article 287 du décret du 23 mars 1967 a été faite conformément à la loi.

DECLARATION

Ces faits exposés, le soussigné déclare et constate que les opérations sus-visées ont été décidées et réalisées en conformité avec la loi et les règlements.

Deux originaux de la présente déclaration seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTERRE en même temps que toutes les pièces nécessaires à l'exécution des formalités requises.

Fait à Puteaux,
Le 4 août 1935



J.P. PIGNET

SOPLARIL S.A.

Société anonyme au capital de 49.020.000 Francs

Siège social : 4/8 cours Michelet

92800 PUTEAUX

R.C.S. NANTERRE B 542 015 904

STATUTS

Mis à jour au 31 juillet 1995

TITRE I
FORME - DENOMINATION - OBJET
SIEGE - DUREE

ARTICLE 1.- FORME DE LA SOCIETE

Il existe entre les propriétaires des actions présentement créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme régie par les dispositions législatives et réglementaires françaises en vigueur par les présents statuts.

ARTICLE 2.- DENOMINATION

La Société a pour dénomination :

SOPLARIL S.A.

ARTICLE 3.- OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- La fabrication, la distribution, la recherche et le développement de matériaux plastiques et autres destinés à l'emballage de produits divers, notamment agro-alimentaires, pharmaceutiques, de détergence, cosmétiques et à toutes applications industrielles ;
- L'achat et la vente directe ou non de ces produits pour son propre compte ou pour le compte d'autrui ;
- L'étude, l'exploitation directe ou indirecte, l'acquisition ou la vente, la concession de tous brevets, licences, marques de fabrique et de tous procédés intéressant lesdits produits ;
- La participation directe ou indirecte à toutes entreprises ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social ou se rattachant à cet objet et à tous objets similaires ou connexes ainsi que la prise en gérance de ces entreprises ou sociétés ;
- Et, d'une façon générale, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, patrimoniales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède ou pouvant être utiles à cet objet ou en faciliter la réalisation ou le développement.

ARTICLE 4.- SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 4/8 cours Michelet - 92800 PUTEAUX

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par le Conseil d'Administration sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Il pourra être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5.- DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les actionnaires devront décider de la prorogation éventuelle de la Société un an au moins avant l'expiration de cette dernière.

TITRE II **CAPITAL SOCIAL - ACTIONS**

ARTICLE 6.- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 49.020.000 Francs.

Il est divisé en 490 200 actions de 100 Francs chacune jouissant de droits identiques.

ARTICLE 7.- LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du Conseil d'Administration.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par une insertion faite dans un journal d'annonces légales habilité dans le ressort du siège social.

A défaut par l'actionnaire de libérer aux époques fixées par le Conseil d'Administration, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la Société au taux d'escompte pratiqué par la Banque de France, majoré de 1 point, à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure.

De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la Société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions dans les conditions et délais prévus par la Loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 8.- FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte ouvert par la société au nom de l'actionnaire selon les modalités prévues par la Loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 9.- TRANSMISSION DES ACTIONS

Les cessions d'actions et de droits entre actionnaires ou aux entreprises mères ou filiales d'un actionnaire personne morale ou aux sociétés dont la majorité du capital est détenue directement ou indirectement par les entreprises mères ou filiales des personnes morales actionnaires ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, soit à un administrateur, peuvent être effectuées librement.

Toutes autres cessions ou transmissions d'actions ou de droits, même par voie d'adjudication, sont soumises à l'agrément préalable du Conseil d'Administration dans les conditions légales.

ARTICLE 10.- INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux Assemblées Générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

ARTICLE 11.- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES A L'ACTION

1. Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social ou le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.
2. Chaque fois qu'il est nécessaire pour exercer un droit de posséder un certain nombre d'actions, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

TITRE III **ADMINISTRATION DE LA SOCIETE**

ARTICLE 12. - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

JD
JP
4

- 1 Le Conseil d'Administration est composé de trois membres au moins et de douze membres au plus, sous réserve de l'exception prévue par la loi en cas de fusion.

Les modalités de désignation des Administrateurs sont fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les Administrateurs sont nommés pour une durée de six ans. Ils sont toujours rééligibles.

Chaque Administrateur doit être propriétaire de dix actions de la Société.

- 2 Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres personnes physiques un Président.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Il délibère sur toute question à l'ordre du jour.

En outre, le tiers au moins des Membres du Conseil peut, en indiquant l'ordre du jour de la séance, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les convocations sont faites par tout moyen même verbalement.

Tout Administrateur peut, par lettre, télégramme, télex ou télécopie, donner pouvoir de le représenter à l'un des administrateurs. Chaque membre ne peut représenter qu'un seul autre administrateur.

La présence effective de la moitié au moins des Administrateurs en fonction est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

- 3 Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux Assemblées d'Actionnaires.
- 4 Les copies ou extraits des délibérations du Conseil d'Administration sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, un Directeur général, l'Administrateur Délégué temporairement dans les fonctions de Président ou le secrétaire du conseil.

ARTICLE 13.- DIRECTION GENERALE

Le Président du Conseil d'Administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la Société. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Président peut déléguer partie de ses pouvoirs de façon temporaire ou permanente et même autoriser les mandataires ainsi désignés par lui à subdéléguer dans telle partie de leurs pouvoirs qu'ils jugent utiles.

Sur la proposition du Président, le Conseil peut nommer un Directeur Général personne physique pris parmi ses membres ou choisi hors de son sein et dont les pouvoirs et la durée des fonctions sont fixés par le Conseil d'Administration avec l'accord du Président. Toutefois, lorsqu'un Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

TITRE IV COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 14.

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour six exercices.

L'Assemblée Générale Ordinaire nomme, en outre, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE V ASSEMBLEES GENERALES

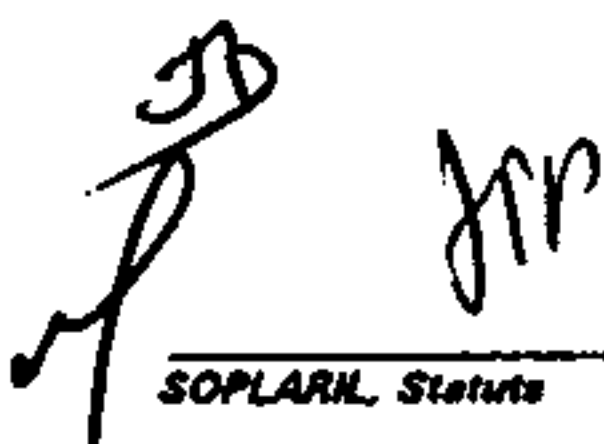
ARTICLE 15.- ASSEMBLEES

Les Assemblées Générales se composent de tous les propriétaires d'actions, quel que soit le nombre de leurs actions, à condition que celles-ci aient été libérées des versements exigibles. Elles sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la Loi et les règlements.

Les titulaires d'actions devront être inscrits sur le registre des mouvements de titres depuis cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, le Conseil d'Administration ayant toujours la faculté de réduire ce délai par voie de mesure générale.

Un Actionnaire peut se faire représenter dans les conditions prévues par la Loi.

Le mandataire nommément désigné n'a pas la faculté de se substituer une autre personne.



Handwritten signatures and initials at the bottom left of the page.

Les Assemblées se réunissent au siège social ou en tout autre lieu en FRANCE suivant les indications figurant dans la convocation.

Il est établi une feuille de présence dans les conditions prévues par la Loi.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration. En cas d'absence de celui-ci, l'Assemblée élit son Président.

Sont scrutateurs de l'Assemblée, les deux membres de ladite Assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Les délibérations des Assemblées Générales sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par la Loi et le règlements.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés soit par le Président du Conseil d'Administration ou un Administrateur exerçant les fonctions de Directeur Général, soit encore par le Secrétaire de l'Assemblée.

ARTICLE 16.- QUORUM - MAJORITE - POUVOIRS DES ASSEMBLEES

Les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires statuent dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions légales et réglementaires qui les régissent respectivement, et exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par celles-ci.

TITRE VI **EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX** **AFFECTATION DU RESULTAT**

ARTICLE 17.- DUREE DE L'EXERCICE

L'exercice social, d'une durée de douze mois, commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 18.- COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire et les comptes annuels et établit un rapport de gestion écrit.

ARTICLE 19.- AFFECTATION DU RESULTAT

Sur le bénéfice de chaque exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé, dans l'ordre suivant :

- 5 % pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ;
- les sommes que le Conseil d'Administration proposera à la constitution ou à la dotation d'un fonds de réserve ;
- les sommes fixées par l'Assemblée Générale en vue de la constitution ou de la dotation de réserves générales ou spéciales dont elle détermine l'affectation ou l'emploi ;
- et les sommes dont l'Assemblée Générale décide le report à nouveau.

Le solde, augmenté du report à nouveau bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui peut être réparti entre les actionnaires à titre de dividendes.

Le Conseil d'Administration peut procéder à la répartition d'acomptes sur dividende.

L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution, l'option entre le paiement en numéraire ou en actions, suivant les modalités fixées par la Loi.

TITRE VII PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 20.- PROROGATION DE LA SOCIETE

Le Conseil d'Administration doit convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider un an au moins avant la date d'expiration de la Société la prorogation éventuelle de celle-ci.

ARTICLE 21.- DISSOLUTION - LIQUIDATION

Lorsque la dissolution résulte du terme statutaire ou d'une décision des Actionnaires, le mode de liquidation est arrêté par l'Assemblée Générale et par les dispositions impératives de la Loi.

Un ou plusieurs liquidateurs sont désignés par les actionnaires aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires.

Le ou les liquidateurs représentent la Société. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable.

Ils sont habilités à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Ils ne peuvent continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'ils y ont été autorisés par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

TITRE VIII CONTESTATIONS - PUBLICITE

ARTICLE 22.- CONTESTATIONS

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires de la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

ARTICLE 23.- PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Statuts certifiés conformes
Puteaux, le 31 juillet 1995
Le Président



J.P. PIGNET